

E-BULLETIN DE L'UIP

N°7 – 13 juillet 2012

Violations des droits de l'homme : le Comité de l'UIP appelé à examiner des cas anciens et nouveaux - Le Comité des droits de l'homme des parlementaires de l'UIP qui siège la semaine prochaine à Genève, sera appelé à examiner de nouveaux cas de violations des droits de l'homme de parlementaires du monde entier, mais aussi des cas plus anciens. Du 20 au 23 juillet, le Comité aura à examiner plusieurs dossiers nouveaux qui ont trait à des cas d'intimidation, d'agression, d'arrestations infondées ou de nature politique, ou encore de révocation de parlementaires et à prendre des décisions à ce sujet. Il sera aussi amené à examiner des dossiers publics ou confidentiels déjà en cours. On citera notamment les cas de notoriété publique que sont ceux d'Anwar Ibrahim en Malaisie, de Birgitta Jonsdottir en Islande et de Sam Rainsy au Cambodge. Figurent également au programme de ces quatre jours de réunion, le cas de près de 20 % des parlementaires palestiniens en détention, l'absence de faits nouveaux au Rwanda, mais aussi des nouvelles plus réjouissantes au Burundi. Enfin, le Comité de l'UIP qui doit se choisir un nouveau président pour succéder au sénateur belge Philippe Mahoux, reverra ses méthodes de travail, espérant ainsi pouvoir obtenir davantage de résultats sur les 200 cas qu'il doit actuellement traiter. Cela veut dire davantage de déplacements sur le terrain et une plus grande implication des Membres de l'UIP pour combattre les atteintes aux droits de l'homme dont les parlementaires sont victimes dans leurs pays respectifs.

Une lueur d'espoir pour les victimes de violences sexistes au Burundi – Les 18 et 19 juillet, dans la capitale burundaise, Bujumbura, se tiendront de larges consultations, première étape d'une série d'initiatives qui devraient déboucher sur l'adoption d'une nouvelle loi visant à lutter contre la violence sexiste dans ce pays d'Afrique de l'Est. Le Parlement burundais, Membre de l'UIP, a organisé des consultations qui rassembleront un centaine de personnes issues du Parlement burundais, de ministères, d'organes de défense des droits de l'homme, ainsi que des responsables de l'application des lois, des membres de la société civile et des médias, dans le cadre d'un programme de promotion de l'égalité des sexes mis en œuvre par l'UIP à l'intention du Parlement burundais et financé par USAID et Irish Aid. Les élus burundais, notamment l'Association des femmes parlementaires, désireux de garantir une meilleure protection aux femmes et de renforcer leurs droits dans le pays, ont jugé urgent d'élaborer une loi contre les violences sexistes. Ainsi, les consultations porteront sur les différents types de violences, leurs causes, leur ampleur et leurs répercussions, ainsi que sur les structures et les lois existantes pour lutter contre ce fléau. On dispose de peu d'informations actualisées sur l'ampleur de ce problème au Burundi, même si l'on sait qu'un centre de Bujumbura qui vient en aide aux victimes de violence sexuelle, notamment de viols, accueille environ 110 femmes et filles par mois, dont 68 % sont mineures. Parmi elles, 17 % ont moins de cinq ans. À l'issue des consultations, une commission établie en vue de l'élaboration d'une loi entamera ses travaux, avec l'aide des services d'experts de l'UIP. Le programme du Burundi fait partie d'un ensemble de programmes de lutte contre les violences faites aux femmes que l'UIP mène dans différents pays africains. L'UIP accompagne aussi le Burkina Faso et le Togo dans l'élaboration et l'adoption de législations et prévoit d'aider à d'autres pays à la fin de l'année.

Donner une meilleure visibilité au VIH/sida dans votre Parlement – Tel est le titre du nouveau guide pratique de l'UIP à l'intention des parlementaires qui souhaitent mettre en

place des groupes interpartis dans leur Parlement pour travailler sur la question du VIH/sida. Cet ouvrage sera présenté à l'occasion d'une réunion parlementaire qu'elle organise le 23 juillet à Capitol Hill (Washington), lors de la XIX^{ème} Conférence internationale sur le sida qui se tiendra du 22 au 27 juillet 2012. Il vient compléter les thèmes qui seront abordés lors de la réunion de l'UIP « *Le sida en 2012 : que faut-il donc faire pour enrayer l'épidémie ?* », durant laquelle les parlementaires se pencheront sur les moyens de transposer les connaissances scientifiques sur le VIH dans les politiques et les pratiques, de convertir les préoccupations liées au VIH en lois et de créer un leadership politique. Le guide *Donner une meilleure visibilité au VIH/sida dans votre Parlement*, actuellement disponible en anglais, livre également des conseils aux organisations de la société civile sur la meilleure manière de travailler avec les parlementaires sur le VIH/sida. Pour consulter ces directives en ligne, veuillez suivre le lien : <http://www.ipu.org/pdf/publications/hiv-aids-guide-e.pdf>.

Les parlements nationaux sont invités à soutenir les efforts de l'UIP pour protéger les droits de l'homme – Les Membres de l'UIP sont invités à répondre à une nouvelle enquête qui permettra à l'Organisation d'affiner son action visant à renforcer la contribution des parlements à la promotion et à la protection des droits de l'homme. Disponible en anglais, français et espagnol, cette enquête vise à évaluer la part que prennent actuellement les Parlements à l'établissement des rapports nationaux que les gouvernements soumettent à l'ONU sur l'observation des droits de l'homme dans leurs pays respectifs. Ces rapports contribuent à assurer le suivi des différentes conventions relatives aux droits de l'homme et donnent lieu à des recommandations pour chaque pays. Afin de contribuer à la promotion des droits de l'homme, les parlements peuvent notamment examiner le projet de rapport national avant sa soumission à l'ONU par le gouvernement, débattre des recommandations de l'ONU et y donner suite en adoptant des lois et en demandant des comptes aux gouvernements. Pour répondre au questionnaire en anglais, veuillez suivre le lien : <http://www.surveygizmo.com/s3/954328/IPU-SURVEY>. Pour la version française, aller sur la page : <http://www.surveygizmo.com/s3/957848/ENQUETE-UIP> et pour la version espagnole, sur la page : <http://www.surveygizmo.com/s3/956886/ENCUESTA-UIP>.